

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2019/201292]

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme

10 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel fixant la liste reprenant certaines mesures destinées à l'intégration socioprofessionnelle en matière d'Emploi

La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

Vu le décret du 28 mai 2018 relatif aux mesures AktiF et AktiF PLUS destinées à promouvoir l'emploi, l'article 9, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2018 portant exécution du décret du 28 mai 2018 relatif aux mesures AktiF et AktiF PLUS destinées à promouvoir l'emploi, l'article 12, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 13 décembre 2018 relatif aux formations professionnelles destinées aux demandeurs d'emploi, l'article 20, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 30 juin 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 30 juin 2014 relatif au transfert de pouvoirs de décision aux ministres;

Arrête :

Article 1^{er} - Les mesures préparatoires et les mesures d'intégration mentionnées à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2018 portant exécution du décret du 28 mai 2018 relatif aux mesures AktiF et AktiF PLUS destinées à promouvoir l'emploi et à l'article 20, alinéa 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du 13 décembre 2018 relatif aux formations professionnelles destinées aux demandeurs d'emploi sont :

1^o la mesure préparatoire et d'intégration définie dans le cadre de la convention relative au financement du projet « CAJ Cardijn Work&Job » par le Fonds social européen (FSE) et la Communauté germanophone de Belgique;

2^o la mesure préparatoire et d'intégration définie dans le cadre de la convention relative au financement du projet « Eingliederungsweg Eifel II » par le Fonds social européen (FSE) et la Communauté germanophone de Belgique;

3^o la mesure préparant les femmes à l'emploi et visant leur placement, telle que définie dans le cadre de la convention relative au financement du projet « FridA - Frauen in den Arbeitsmarkt II » par le Fonds social européen (FSE) et la Communauté germanophone de Belgique.

Art. 2 - Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Eupen, le 10 janvier 2019.

La Vice-Ministre-Présidente,
Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201389]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.103, D109, D.110, D.113 et D.114;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du Chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu le rapport du 21 novembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Disposition introductive et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1^o Administration : le Département du Développement de l'Administration, telle que visée à l'article D.3, 3^o, du Code;

- 2° association d'hobbyistes : une association visée aux articles D.100 et D.109 du Code;
- 3° Code : le Code wallon de l'Agriculture;
- 4° la fédération : une association qui regroupe des associations d'hobbyistes;
- 5° formateur : le prestataire des activités d'information ou des autres activités de transfert de connaissance tel que visé à l'article 3, § 5;
- 6° formation : la formation visée à l'article D.100 du Code dans le secteur horticole et pour le petit élevage;
- 7° Ministre : le Ministre de l'Agriculture;
- 8° séance d'étude : la formation pratique ou théorique réalisée dans une salle;
- 9° visite guidée : la formation pratique ou théorique réalisée via une visite de terrain ou via une activité de démonstration.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Contenu de l'activité de formation*

Art. 3. § 1^{er}. La formation organisée par une association d'hobbyistes a pour objectif l'acquisition et l'actualisation de connaissances d'hobbyistes en matière de :

- 1° bonnes pratiques horticoles;
- 2° bonnes pratiques phytotechniques, notamment la réduction de l'usage des produits phytosanitaires;
- 3° bonnes pratiques d'élevage;
- 4° législation relative aux 1° à 3°.

L'Administration peut définir les connaissances visées à l'alinéa 1^{er} à acquérir ou actualiser en priorité.

§ 2. La formation :

- 1° consiste en une séance d'étude, y compris une conférence, ou en une visite guidée;
- 2° porte sur une ou plusieurs matières visées au paragraphe 1^{er} ;
- 3° comporte un exposé et, le cas échéant, un débat;
- 4° peut s'accompagner de documents d'information.

§ 3. Le Ministre peut définir :

- 1° une durée minimale de la formation;
- 2° un nombre minimal d'hobbyistes par formation;
- 3° un nombre minimal de formations par matières visées au paragraphe 1^{er} ;
- 4° une couverture géographique minimale.

Une association d'hobbyistes organise minimum trois et maximum douze formations par an.

§ 4. Le Ministre peut déterminer des modalités d'organisation des formations.

§ 5. L'activité de formation est dispensée par un formateur agréé.

Les fédérations proposent à l'Administration les nouveaux formateurs à agréer et transmettent une liste de ceux-ci ainsi que les documents probants permettant l'agrément tels que déterminés par le Ministre.

CHAPITRE III. — *Financement*

Section 1. — Principe

Art. 4. Conformément à l'article D.109, § 3, du Code, des subventions sont octroyées aux fédérations qui répondent aux conditions du présent arrêté.

Les subventions sont octroyées pour une durée de deux ans et couvrent les frais :

- 1° de formation et de fonctionnement des associations d'hobbyistes;
- 2° de fonctionnement des fédérations.

Les subventions visées à l'alinéa 2, relatives aux frais de fonctionnement, sont octroyées pour couvrir une partie des frais administratifs engagés par les fédérations et associations d'hobbyistes pour assurer le bon déroulement des formations des associations d'hobbyistes.

Art. 5. Les demandes de subventions visées à l'article 4 sont introduites par les fédérations selon les modalités déterminées par le Ministre, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, à l'aide du formulaire déterminé par le Ministre et mis à disposition par l'Administration sur le Portail wallon de l'agriculture.

Art. 6. § 1^{er}. La demande de subvention visée à l'article 4, 1°, comprend au minimum :

- 1° une attestation sur l'honneur du président de la fédération d'assurer la coordination des formations organisées par les associations d'hobbyistes;
- 2° la preuve que les associations d'hobbyistes et leur fédération ne poursuivent aucun but lucratif et que la subvention octroyée ne donne pas lieu à des bénéfices;
- 3° la preuve que les associations d'hobbyistes et leur fédération ont leur siège d'activité principale situé sur le territoire de la Région wallonne;
- 4° la preuve que les associations d'hobbyistes organisent des formations;
- 5° le contenu du programme des formations des associations d'hobbyistes.

La demande de subvention visée à l'alinéa 1^{er} vaut demande d'agrément au sens de l'article D.109, § 2, du Code.

§ 2. Le Ministre peut déterminer le type de formations admissibles aux subventions visées à l'article 4, alinéa 2.

§ 3. Le Ministre peut :

- 1° ajouter des conditions procédurales supplémentaires à la demande de subvention;
- 2° établir la liste des documents à joindre à toute demande de subvention.

Art. 7. Est exclue du bénéfice de la subvention :

- 1° la personne physique ou morale poursuivant, par son activité de formation, des buts publicitaires ou commerciaux;
- 2° l'activité de formation qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Section 2. — Modalités d'octroi des subventions

Art. 8. La fédération qui introduit une demande de subvention conformément à l'article 6, § 1^{er}, peut bénéficier de la subvention visée à l'article 4, 2^o.

Art. 9. § 1^{er}. La subvention visée à l'article 4, alinéa 2, relative aux frais de fonctionnement, est fixée comme suit :

- a) 1.000 euros par an pour les fédérations fédérant un maximum de dix associations d'hobbyistes;
- b) 1.500 euros par an pour les fédérations fédérant plus de dix associations d'hobbyistes;
- c) 280 euros par an pour chacune des associations d'hobbyistes déclarées par les fédérations.

Pour bénéficier de la subvention visée à l'article 4, alinéa 2, au moins la moitié des associations d'hobbyistes au sein d'une fédération organisent des formations dans le cadre de la demande de subvention.

§ 2. Le montant de la subvention visée à l'article 4, alinéa 2, relative aux frais de formation est fixée par le Ministre.

Art. 10. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut indexer, en janvier de chaque année, les montants fixés en vertu de l'article 9, sur base de l'indice santé en base 2013, en les multipliant, par l'indice santé de décembre de l'année précédente divisé par l'indice santé de décembre l'année 2018.

Art. 11. Les subventions visées à l'article 4 sont octroyées sur base des documents suivants :

1^o un exemplaire papier original et signé de la déclaration de créance consolidée par les fédérations, reprenant l'identification complète des associations d'hobbyistes, pour elle-même et les associations d'hobbyistes;

2^o l'ensemble des pièces justificatives originales, ainsi qu'une copie, attestant les dépenses relatives aux frais de fonctionnement des fédérations et associations d'hobbyistes à hauteur des forfaits octroyés, et aux frais de formation des associations d'hobbyistes;

3^o la preuve de paiement bancaire de la subvention visée à l'article 4, 1^o, aux associations d'hobbyistes sur le numéro de compte renseigné par l'association d'hobbyistes.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1^o, la déclaration de créance reprend les documents suivants :

1^o un exemplaire du décompte des recettes et dépenses de chacune des associations d'hobbyistes, accompagné des pièces justificatives originales dûment référencées;

2^o un exemplaire de la liste des formations données par chacune des associations d'hobbyistes.

Ces informations sont communiquées selon les modèles disponibles sur le Portail wallon de l'agriculture.

Le Ministre peut préciser les conditions et modalités d'octroi visées aux alinéas 1^{er} à 3.

Section 3. — Paiement des subventions

Art. 12. La subvention visée à l'article 4 est versée aux associations d'hobbyistes par l'intermédiaire des fédérations, responsables de la répartition des subventions entre leurs membres.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une association d'hobbyistes qui n'est pas membre d'une fédération peut bénéficier d'une subvention pour l'organisation de formations.

Le Ministre définit dans ce cas les conditions et modalités particulières d'octroi de la dérogation visée à l'alinéa 2.

Le versement de la subvention visée à l'article 4 emporte l'agrément des fédérations et associations d'hobbyistes bénéficiaires.

Art. 13. Les dépenses admissibles à la subvention visée à l'article 4, alinéa 2, 1^o, relative aux frais de formation, sont :

1^o les rémunérations des formateurs théoriques et pratiques;

2^o les frais :

a) de location du local et charges y afférentes;

b) d'envois;

c) de copies, impression des syllabus ou des documents d'information;

d) de déplacement des formateurs dans le cadre de l'organisation des activités de formation;

e) d'investissement liés à des activités de formation tels que l'achat de matériel informatique et de matériel pédagogique;

f) d'assurance liées aux activités de formation.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2^o, d), l'indemnité kilométrique est identique à celle qui est versée aux agents régionaux en application du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 14. Le Ministre définit les modalités :

1^o de liquidation des subventions aux fédérations;

2^o d'introduction des déclarations de créance.

Le Ministre peut accorder aux fédérations une avance sur les subventions visées à l'article 4.

Les modalités et avances visées aux alinéas 1^{ers} et 2 s'appliquent aussi aux associations d'hobbyistes qui ne sont pas membres d'une fédération.

CHAPITRE IV. — Le contrôle, les sanctions et le recours

Art. 15. L'Administration vérifie si l'association d'hobbyistes dispose des formateurs compétents pour mener à bien les formations.

L'Administration assure la gestion et le contrôle administratif et financier des dossiers, en ce compris le constat des paiements indus.

Art. 16. Lorsque la fédération ou l'association d'hobbyistes ne respecte pas ses obligations prévues par le Code et par le présent arrêté, la part de la subvention visée à l'article 4, qui lui est due est diminuée proportionnellement à la gravité du non-respect de ces obligations et aux conséquences financières de l'irrégularité.

Le Ministre peut préciser le mode de calcul de la diminution visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 17. La fédération ou l'association, sous peine d'irrecevabilité, dispose de trente jours suivant la réception de toute décision lui faisant grief, pour faire connaître ses objections, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, auprès de l'Administration.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du Titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage est abrogé.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 20. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201389]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.11, D.13, D.14, D.103, D.109, D.110, D.113 en D.114;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid, zoals gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 houdende uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 december 2018;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 13 december 2018;

Gelet op het rapport van 21 november 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 17 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepaling en begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit en van de uitvoeringsbesluiten ervan, wordt verstaan onder:

1° Administratie : het Departement Ontwikkeling van de Administratie, zoals bedoeld in artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

2° hobbyistenvereniging : een vereniging bedoeld in de artikelen D.100 en D.109 van het Wetboek;

3° Wetboek; het Waalse Landbouwwetboek;

4° federatie : een vereniging die verschillende hobbyistenverenigingen bundelt;

5° opleidingswerker : de dienstverlener van de opleidingsactiviteiten of van de andere kennisoverdracht, zoals bedoeld in artikel 3, § 5;

6° opleiding : de opleiding bedoeld in artikel D.100 van het Wetboek in de tuinbouwsector en voor het kleinvee;

7° Minister : de Minister van Landbouw;

8° studiesessie : de praktische of theoretische opleidingsactiviteit die in een lokaal plaatsvindt;

9° rondleiding : de praktische of theoretische opleidingsactiviteit die plaatsvindt via een terreinbezoek of via een demonstratieactie.

De in het eerste lid bedoelde begripsomschrijvingen kunnen door de Minister bepaald worden.

HOOFDSTUK II. — *Inhoud van de opleidingsactiviteit*

Art. 3. § 1. De door een hobbyistenvereniging georganiseerde opleidingsactiviteit beoogt het vergaren en de actualisering van de kennis van de hobbyisten inzake:

1° goede tuinbouwpraktijken;

2° goede fyto-technische praktijken, met name de vermindering van het gebruik van fyto-sanitaire producten;

3° goede teeltpraktijken;

4° de wetgeving met betrekking tot de punten 1° tot 3°.

De Administratie kan bepalen welke kennis bedoeld in het eerste lid bij voorrang moet worden verworven of bijgewerkt.

§ 2. De opleiding :

- 1° bestaat in een studiesessie, met inbegrip van een conferentie, of in een rondleiding;
- 2° heeft betrekking op één of meerdere aangelegenheden bedoeld in paragraaf 1;
- 3° bevat een uiteenzetting en, in voorkomend geval, een debat;
- 4° kan vergezeld gaan van informatiedocumenten.

§ 3. De Minister kan de volgende elementen vaststellen :

- 1° een minimale duur van de opleidingsactiviteit;
- 2° een minimaal aantal hobbyisten per opleiding;
- 3° een minimaal aantal opleidingen per aangelegenheid bedoeld in paragraaf 1;
- 4° een minimale geografische dekking.

Een vereniging van hobbyisten organiseert jaarlijks minstens drie en hoogstens twaalf opleidingen.

§ 4. De Minister kan de modaliteiten inzake de organisatie van de opleidingen vaststellen.

§ 5. De opleidingsactiviteit wordt gegeven door een erkende opleider.

De federaties dragen de nieuwe te erkennen opleiders bij de Administratie voor en zenden een lijst van deze opleiders en de door de Minister vastgestelde bewijsstukken toe die de erkenning mogelijk maken.

HOOFDSTUK III. — *Financiering*

Afdeling 1. — Beginsel

Art. 4. Overeenkomstig artikel D.109, § 3, van het Wetboek, worden toelagen toegekend aan de federaties die aan de voorwaarden van dit besluit voldoen.

De toelagen worden toegekend voor een duur van twee jaar en dekken de kosten in verband met:

- 1° de opleiding en de werking van de hobbyistenverenigingen;
- 2° de werking van de federaties.

De toelagen bedoeld in het tweede lid, met betrekking tot de werkingskosten, worden toegekend om een deel van de administratieve kosten te dekken, die door de federaties en hobbyistenverenigingen worden opgelegd om te zorgen voor het goede verloop van de opleidingen van de hobbyistenverenigingen.

Art. 5. De aanvragen om toelagen bedoeld in artikel 3 worden ingediend door de federaties volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, aan de hand van het formulier dat door de Minister wordt vastgesteld en door de Administratie ter beschikking wordt gesteld op het Waalse Landbouwportaal.

Art. 6. § 1. De aanvraag om toelage bedoeld in artikel 4, 1°, omvat minstens:

- 1° een attest op erewoord van de voorzitter van de federatie om te zorgen voor de coördinatie van de opleidingen georganiseerd door de hobbyistenverenigingen;
- 2° het bewijs dat de hobbyistenverenigingen en hun federatie geen winstoogmerk hebben en dat de toegekende toelage geen aanleiding geeft tot winsten;
- 3° het bewijs dat de hobbyistenverenigingen en hun federatie een exploitatiezetel hebben, gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;
- 4° het bewijs dat de hobbyistenverenigingen opleidingen organiseren;
- 5° de inhoud van het programma van de opleidingen van de hobbyistenverenigingen.

De aanvraag om toelage bedoeld in het eerste lid geldt als aanvraag om erkenning in de zin van artikel D.109, § 2, van het Wetboek.

§ 2. De Minister kan het type opleiding bepalen die in aanmerking komt voor de in artikel 4, tweede lid, bedoelde toelagen.

§ 3. De Minister kan :

- 1° procedurele bijkomende voorwaarden toevoegen aan de aanvraag om toelage;
- 2° de lijst opstellen van de documenten die bij elke aanvraag om toelage moeten worden gevoegd.

Art. 7. Komt niet in aanmerking voor de toelage:

- 1° de natuurlijke of rechtspersoon die via zijn opleidingsactiviteit publicitaire of commerciële doeleinden heeft;
- 2° de opleidingsactiviteit die reeds door een openbare overheid gesubsidieerd wordt.

Afdeling 2. — Toekenningsmodaliteiten van de subsidies

Art. 8. De federatie die een aanvraag om toelage indient overeenkomstig artikel 6, § 1, kan in aanmerking komen voor de toelage bedoeld in artikel 4, 2°.

Art. 9. § 1. De toelage bedoeld in artikel 4, tweede lid, betreffende de werkingskosten, wordt vastgesteld als volgt:

- 1.000 euro per jaar voor de federaties met hoogstens tien aangesloten hobbyistenverenigingen;
- b) 1.500 euro per jaar voor de federaties met meer dan tien aangesloten hobbyistenverenigingen;
- c) 280 euro per jaar voor elke hobbyistenverenigingen aangegeven door de federaties.

Om in aanmerking te komen voor de toelage bedoeld in artikel 4, tweede lid, organiseert minstens de helft van de hobbyistenverenigingen binnen een federatie opleidingen in het kader van de aanvraag om toelage.

§ 2. Het bedrag van de toelage bedoeld in artikel 4, tweede lid, met betrekking tot de opleidingskosten wordt bepaald door de Minister.

Art. 10. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan de Minister, in januari van elk jaar, de krachtens artikel 9 vastgestelde bedragen, indexeren op grond van de gezondheidsindex 2013 door de bedoelde bedragen te vermenigvuldigen met de gezondheidsindex van december van het vorige jaar gedeeld door de gezondheidsindex van december van het jaar 2018.

Art. 11. De toelagen bedoeld in artikel 4 worden toegekend op grond van de volgende documenten:

1° een origineel en ondertekend exemplaar op papier van de door de federaties geconsolideerde schuldverorderingsverklaring, die de volledige identificatie van de hobbyistenverenigingen vermeldt, voor zichzelf en de hobbyistenverenigingen;

2° het geheel van de originele bewijsstukken, alsook een afschrift van het bewijs van de uitgaven met betrekking tot de werkingskosten van de federaties en hobbyistenverenigingen ter hoogte van de toegekende forfaitaire bedragen en voor de opleidingskosten van de hobbyistenverenigingen;

3° het bewijs van de betaling van de toelage bedoeld in artikel 4, 1°, aan de hobbyistenverenigingen op het rekeningnummer vermeld door de hobbyistenvereniging.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, bevat de schuldverorderingsverklaring de volgende documenten:

1° een exemplaar van de afrekening van de inkomsten en uitgaven van elke hobbyistenvereniging, vergezeld van de originele bewijsstukken met de volledige referenties;

2° een exemplaar van de lijst van de opleidingen verstrekt door elke hobbyistenvereniging.

Deze informatie wordt meegegeed volgens de modellen die beschikbaar zijn op het Waalse Landbouwportaal.

De Minister kan de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten bedoeld in het eerste tot en met het derde lid bepalen.

Afdeling 3. — Betaling van de subsidies

Art. 12. De toelage bedoeld in artikel 4 wordt via de federaties, die verantwoordelijk zijn voor de verdeling van de toelagen tussen hun leden, aan de hobbyistenverenigingen gestort.

In afwijking van het eerste lid, kan een hobbyistenvereniging, die geen lid is van een federatie, in aanmerking komen voor een toelage voor de organisatie van opleidingen.

In dit geval bepaalt de Minister de bijzondere voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning van de afwijking bedoeld in het tweede lid.

De storting van de toelage bedoeld in artikel 4 heeft de erkenning van de begunstigde federaties en hobbyistenverenigingen tot gevolg.

Art. 13. De uitgaven die in aanmerking komen voor de toelage bedoeld in artikel 4, tweede lid, betreffende de opleidingskosten, zijn de volgende:

1° de bezoldigingen van de theoretische en praktische opleiders;

2° de kosten van de:

a) huur van het lokaal en de daarop betrekking hebbende lasten;

b) zendingen;

c) kopieën, het drukken van syllabi of informatiedocumenten;

d) verplaatsing van de opleidingswerkers in het kader van de organisatie van de opleidingsactiviteiten;

e) investeringen gebonden aan opleidingsactiviteiten zoals de aankoop van informaticamateriaal en pedagogisch materiaal;

f) verzekeringen gebonden aan opleidingsactiviteiten.

Voor de toepassing van het eerste lid, 2°, d), is de kilometervergoeding dezelfde als degene die aan de gewestelijke personeelsleden wordt uitbetaald, overeenkomstig de Waalse Ambtenarencode.

Art. 14. De Minister bepaalt de modaliteiten:

1° voor de vereffening van de toelagen aan de federaties;

2° voor de indiening van de schuldverorderingsverklaringen.

De Minister kan een voorschot op de toelagen bedoeld in artikel 4 aan de federaties toekennen.

De modaliteiten en voorschotten bedoeld in het eerste en het tweede lid zijn ook van toepassing op de hobbyistenverenigingen die geen lid zijn van een federatie.

HOOFDSTUK IV. — *Controle, sancties en beroep*

Art. 15. De Administratie controleert of de hobbyistenverenigingen over bevoegde opleiders beschikt om de opleidingen tot een goed einde te brengen.

De Administratie zorgt voor het beheer en de administratieve en financiële controle van de dossiers, met inbegrip van de vaststelling van de onrechtmatige betalingen.

Art. 16. Wanneer de federatie of hobbyistenvereniging de verplichtingen bedoeld in het Wetboek of in dit besluit niet naleeft, wordt het deel van de haar verschuldigde toelage bedoeld in artikel 4, verminderd naar verhouding van de ernst van de niet-naleving van die verplichtingen en van de financiële gevolgen van de onregelmatigheid.

De Minister kan de berekeningswijze van de vermindering bedoeld in het eerste lid bepalen.

Art. 17. De federatie of de vereniging beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over dertig dagen na de verzending van elke bezwarende beslissing om haar bezwaren aan de Administratie mee te delen door elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017 tot uitvoering van Hoofdstuk II van Titel IV van het Waalse Landbouwwetboek betreffende de opleidingsactiviteiten voor de hobbyistenverenigingen in de tuinbouwsector en voor het kleinvee, wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 20. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201390]

31 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.11, D.13, D.14, D.103, D.109, D.110, D.113 et D.114;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2019 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 2017 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017 portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation s'adressant aux associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 décembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 décembre 2018;

Vu le rapport du 21 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 17 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. En exécution de l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du chapitre II du titre IV du Code wallon de l'Agriculture relatif aux activités de formation des associations d'hobbyistes, dans le secteur horticole et pour le petit élevage, dénommé ci-après "l'arrêté du Gouvernement wallon", les activités de formation :

1° durent au moins une heure;

2° s'adressent à au moins dix hobbyistes.